

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Société UTIGROUP SA Exercice clos le 31 décembre 2016

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société UTI Group, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 10 « Provisions » de l'annexe concernant un contrôle fiscal.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Votre société procède systématiquement, à chaque clôture, à des tests de perte de valeur des goodwill, selon les modalités décrites dans la note 3 de l'annexe des comptes consolidés. Nous avons apprécié le bien-fondé de la méthodologie mise en œuvre, examiné en tant que de besoin, la documentation préparée dans ce cadre, apprécié la cohérence des données retenues et revu les calculs effectués par votre société.
Comme indiqué dans la note 2 de l'annexe, ces estimations reposent sur des hypothèses qui ont par nature un caractère incertain, les réalisations étant susceptibles de différer parfois de manière significative des données prévisionnelles.
- Votre société constitue des provisions pour couvrir les risques liés à l'existence de litiges, tels que décrits dans la note 10 de l'annexe.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondages les calculs effectués par la société et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérification spécifique

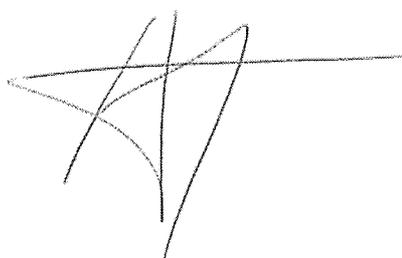
Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Paris, le 28 avril 2017

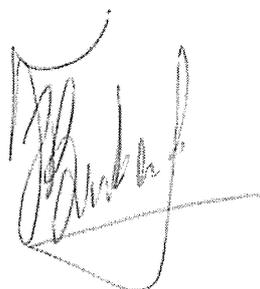
Les Commissaires aux Comptes

IGREC

A handwritten signature in black ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Thierry Sartre
Associé

SAINT HONORE BK&A

A handwritten signature in black ink, featuring a large, stylized initial 'F' followed by a series of loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Frédéric Burband
Associé



COMPTES CONSOLIDES au 31/12/2016

UNION TECHNOLOGIES INFORMATIQUE GROUP
(UTIGROUP.)

Société anonyme au capital de 1 731 747,20 euros
Siège social : 68 rue de Villiers - 92300 Levallois Perret
338 667 082 RCS Nanterre
Code APE 6202 A – Siret 338 667 082 00048

UTIGROUP.
ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE
(montants en milliers)

	note	31/12/2016	31/12/2015
Actif			
Actifs non courants			
Goodwill	3	10 950	10 950
Immobilisations incorporelles	4	4	6
Immobilisations corporelles	5	122	91
Immobilisations financières	6	637	596
Impôts différés actifs	16	246	103
Total des actifs non courants		11 959	11 747
Actifs courants			
Créances clients et comptes rattachés	7	1 102	1 049
Autres actifs courants	7	1 554	1 516
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	448	891
Total des actifs courants		3 104	3 456
Total de l'actif		15 063	15 202

	note	31/12/2016	31/12/2015
Passif			
Capital social	9	1 732	1 732
Primes	9	2 637	2 637
Réserves consolidées	9	-990	-1 734
Résultat consolidé		709	368
Total des capitaux propres (part Groupe)		4 088	3 003
Intérêts minoritaires		0	0
Capitaux Propres		4 088	3 003
Passifs non courants			
Provisions	10	1 980	2 219
Dettes financières à long terme	11	266	257
Impôts différés passif		0	0
Total des passifs non courants		2 246	2 476
Passifs courants			
Avances et acomptes reçus		0	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12	2 196	2 291
Autres passifs courants	12	5 713	6 617
Dettes financières à court terme	11	820	816
Total des passifs courants		8 729	9 724
Total du passif		15 063	15 202

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
ETAT DU RESULTAT GLOBAL
(montants en milliers, sauf données par action)

	note	31/12/2016	31/12/2015
Chiffre d'affaires net	14	28 697	28 690
Achats consommés		-8 019	-7 548
Autres achats et charges externes		-2 754	-2 825
Impôts et taxes		-305	-419
Charges de personnel	14	-16 226	-16 732
Dotations nettes aux amortissements et provisions	14	75	-228
Autres produits et charges opérationnelles courantes	14	-86	-16
Résultat opérationnel courant		1 382	923
Autres produits non courants	14	176	43
Autres charges non courantes	14	0	-43
Résultat opérationnel		1 558	923
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0	0
Coût de l'endettement financier brut	14	-84	-106
Coût de l'endettement financier net		-84	-106
Autres produits et charges financiers	14	-44	-11
Résultat avant impôts des activités ordinaires		1 429	806
Charge d'impôts sur le résultat	16	-720	-438
Résultat net		709	368
Résultat net attribuable au intérêts ne conférant pas le contrôle		0	0
Résultat net de l'exercice		709	368
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (part attribuable aux actionnaires de la société mère)		0	0
Résultat global total		709	368
Résultat net par action			
<i>Résultat net de base par action</i>	17	0,08	0,05
<i>Résultat net dilué par action</i>	17	0,08	0,05

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE
(montants en milliers)

en milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2015
A - FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE		
<i>Capacité d'autofinancement</i>		
Résultat net consolidé (y compris les intérêts minoritaires)	709	368
Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	-244	-756
Charges et produits calculés liés aux stock options	95	17
Plus et moins value de cession	-20	0
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	15	17
<u>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</u>	555	-354
Coût de l'endettement financier net	84	106
Charge d'impôt (y compris les impôts différés)	720	438
<u>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</u>	1 359	190
Impôts versés	-835	-453
Variation du BFR lié à l'activité (y compris dette liée aux avantages au personnel)	-717	333
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE	-193	70
B - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		
Décaissements liés aux acquisitions des immobilisations corporelles et incorporelles	-133	-185
Encaissements liés aux cessions des immobilisations corporelles et incorporelles	24	43
Encaissements liés aux cessions des immobilisations financières	9	14
Variation des prêts et avances consentis	0	0
Incidence des variation de périmètre	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT	-100	-128,5
C - FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		
Sommes reçues des actionnaires lors de l'augmentation de capital - Versées par les minoritaires des sociétés intégrées	292	-69
Rachats et reventes d'actions propres	0	0
Sommes reçues des actionnaires en compte courant	0	0
Encaissements liés aux nouveaux emprunts	-395	-41
Remboursements d'emprunts (y compris les contrats de location financement)	-84	-106
Intérêts financiers nets versés (y compris les contrats de location financement)	-84	-106
Incidence des variation de périmètre	0	0
Autres flux liés aux opérations de financement	0	0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	-187	-216
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES		
FLUX NET DE TRESORERIE	-480	-275

Trésorerie au 1er Janvier	456	730
Flux nets de l'exercice	-480	-275
Trésorerie à fin de période	-24	456

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

UTIGROUP.
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
(montants en milliers, sauf nombre d'actions)

	Capital	Primes d'émission	Réserves consolidées	Résultat net	Gains et pertés directement en capitaux propres	Capitaux propres (attribuable aux actionnaires de la société mère)	Résultat net attribuable aux intérêts ne conférant pas le contrôle	Capitaux propres
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2014	1 732	2 637	-2 027	345	0	2 687	1	2 686
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				368	0	368		
Gains et pertés directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				368	0	368		368
Affectation en réserves			345	-345		0		
Incidence rachat obligations						0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			-69			-69		
Effet de l'application rétrospective d'IFRIC 21			0	0		0		
Attribution stocks options (2)			17			17		
Variations diverses								
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2015 (1)	1 732	2 637	-1 734	368	0	3 003	1	3 002
MOUVEMENTS								
Résultat net de l'exercice				709	0	709		
Gains et pertés directement en capitaux propres					0	0		
Résultat global total				709	0	709		709
Affectation en réserves (1)			368	-368		0		
Incidence rachat obligations						0		
Incidence des opérations d'éliminations des actions d'autocontrôle			292			292		
Attribution stocks options (2)			95			95		
Variations diverses			-11			-11		
SITUATION AU 31 DECEMBRE 2016	1 732	2 637	-990	709	0	4 088	1	4 087

(1) : Montants retraités par rapport aux états financiers 2014, suite à l'entrée en vigueur de l'interprétation IFRIC 21 qui s'applique de façon rétrospective (cf Note 2)
(2) : Stock Option : impact de l'évaluation à la juste valeur selon la méthode de Black & Scholes = +95 K au 31/12/2016 et 17 K au 31/12/2015

L'annexe fait partie intégrante des états financiers consolidés.

GENERALITES

Note 1 – PRESENTATION GENERALE

Informations relatives au Groupe

UTIGroup. S.A. est une société anonyme régie par les dispositions de la loi française. UTIGroup. S.A. est cotée sur le marché d'Euronext Paris. En date du 23 mars 2017, le Conseil d'administration a procédé à un arrêté des comptes et a autorisé la publication des états financiers consolidés d'UTIGroup. S.A. pour l'exercice clos le 31 décembre 2016. Ces états financiers seront soumis à l'approbation des actionnaires d'UTIGroup. S.A. lors de leur assemblée générale annuelle qui se tiendra le 18 mai 2017.

Nature de l'activité

Le Groupe est spécialisé dans la délégation de personnel et dans l'intégration de systèmes et assure deux grands types de prestations qui se décomposent comme suit :

La délégation de personnel et l'intégration de systèmes sont réalisées dans le cadre de contrats d'assistance technique ou fonctionnelle avec la mise à disposition d'informaticiens payés au temps passé pour la réalisation d'un projet, contrats aux termes desquels les sociétés du Groupe sont tenues par une obligation de moyens.

L'Edition et la distribution de progiciel consistent à mettre à disposition des produits complets dont les sociétés du Groupe sont éditeur ou distributeur et à effectuer un certain nombre de prestations autour du produit.

Le groupe n'a pas conclu de contrats au forfait d'un montant significatif en 2016 ainsi qu'en 2015.

Note 2 – PRINCIPES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

Bases de préparation des comptes consolidés annuels

Du fait de sa cotation dans un pays de l'Union européenne et conformément au règlement CE n° 1606/2002 du 19 juillet 2002, les comptes consolidés d'UTIGroup. S.A. et de ses filiales sont établis suivant les normes comptables internationales : International Reporting Standards (« IFRS »), telles qu'adoptées par l'Union européenne (disponible sur Internet à l'adresse suivante : www.ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias_fr.htm#adopted-commission) à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration. Elles comprennent les normes approuvées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») c'est-à-dire, les IFRS, les International Accounting Standards (« IAS ») et les interprétations émises par l'International Financial Reporting Interpretation Committee (« IFRIC ») ou l'organisme qui l'a précédé le Standing Interpretation Committee (« SIC »).

Au 31 décembre 2016, les normes et interprétations comptables adoptées par l'Union européenne sont similaires aux normes et interprétations d'application obligatoire publiées par l'IASB.

Les comptes consolidés du Groupe sont établis en euro. Toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche (K) sauf indication contraire.

Impact des nouvelles normes comptables

Normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne et d'application obligatoire dans les comptes au 31 décembre 2016

- Amendements à IAS 19 « Régime à prestations définies : cotisations des membres du personnel »
- Améliorations annuelles (2010-2012) des IFRS 2,3,8,13 IAS 16 et 38, et IAS 24
- Amendements à IFRS 11 « Acquisition d'une quote-part dans une activité conjointe »
- Amendements à IAS 16 et IAS 38 « Clarification sur les méthodes d'amortissement acceptables »
- Améliorations annuelles (2012-2014) des IFRS 5,7 IAS 19 et IAS 34
- Amendements à IAS 1 « Présentation des états financiers » Amendement à IAS 16 et IAS 41 « Plantes productrices »
- Amendement à IAS 27 « Méthode de la mise en équivalence dans les comptes individuels ».
- Amendements à IFRS 10, IFRS 12, IAS 28 : « Entités d'investissement : application de l'exception de consolidation »,

L'adoption de ces normes, amendements et interprétations n'a eu aucune incidence significative sur les méthodes d'évaluation retenues pour préparer les états financiers consolidés du Groupe.

Base d'évaluation des comptes consolidés annuels

La préparation des états financiers conformément aux IFRS nécessite la prise en compte par les dirigeants d'un certain nombre d'estimations et d'hypothèses. Ces hypothèses sont déterminées sur la base de la continuité d'exploitation en fonction des informations disponibles à la date de leur établissement. A chaque clôture, ces hypothèses et estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées ont évolué ou si de nouvelles informations sont à disposition des dirigeants. Il est possible que les résultats futurs diffèrent de ces estimations et hypothèses.

Le Groupe a précisé dans l'annexe aux comptes consolidés les hypothèses utilisées et a encadré les résultats obtenus par des calculs de sensibilité aux fluctuations de ces estimations. Celles-ci sont notamment sensibles dans l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés (« impairment ») puisqu'ils sont fondés sur des flux futurs estimés, des hypothèses de taux de croissance et d'actualisation.

Plusieurs scénarii d'évolution des flux de trésorerie ont été élaborés et des tests de sensibilité aux variations des hypothèses de taux de croissance et de coût moyen pondéré du capital (WACC) ont été menés dans :

- l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés,
- la détermination des impôts différés et notamment lors de l'appréciation du caractère recouvrable des impôts différés actifs.

Méthodes de consolidation

Les comptes consolidés incluent en intégration globale les comptes des sociétés dans lesquelles UTIGroup. S.A. exerce un contrôle exclusif. Les états financiers des filiales sont préparés sur la même période de référence que ceux d'UTIGroup. S.A. et sur la base de méthodes comptables homogènes. Toutes les transactions et comptes réciproques entre les sociétés consolidées sont éliminés.

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2016 est présenté ci-après :

	% contrôle	% intérêt
SA UTIGroup 68, rue de Villiers 92 532 Levallois-Perret RCS Nanterre : 338 667 082	100,00%	100,00%
SAS UTIGroup Est 19, rue de la Haye 67 300 SCHILTIGHEIM RCS Strasbourg : 385 096 615	100,00%	100,00%
SàRL UTIGroup Luxembourg 1, rue Isaac Newton L~2242 Luxembourg RCS Luxembourg : B 65 635	98,00%	98,00%
SAS UTIGroup Rhône Alpes 92, cours Vitton 69 006 Lyon RCS Lyon : 380 667 774	100,00%	100,00%

Toutes les entités constituant le Groupe sont consolidées par intégration globale.

Conversion des comptes des filiales étrangères et opérations en devises étrangères

La monnaie fonctionnelle de toutes les entités du Groupe est l'Euro. Par conséquent, le Groupe n'est pas confronté à la problématique de la conversion des comptes de filiales étrangères.

Reconnaissance du chiffre d'affaires

Les résultats sur les travaux d'assistance technique ou fonctionnelle sont pris en compte au fur et à mesure de la réalisation des travaux. Le degré d'avancement des transactions impliquant la prestation de service est déterminé selon les temps passés par les collaborateurs qui fournissent mensuellement des feuilles d'activité.

Goodwill

Le goodwill représente la différence entre le prix d'acquisition, majoré des coûts annexes, des titres des entités consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs nets à la date des prises de participation.

Le Goodwill n'est pas amorti, conformément à IFRS 3 « *Regroupement d'entreprises* ». Il fait l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an. Les modalités des tests de perte de valeur sont détaillées dans la note 3 « *Goodwill* ». En cas de perte de valeur, la dépréciation est inscrite au poste « *Autres charges opérationnelles* » de l'Etat du Résultat Global.

Immobilisations incorporelles

Elles comprennent essentiellement des licences, des brevets et des logiciels acquis. Ces immobilisations sont amorties sur le mode linéaire sur des périodes correspondant à la durée d'utilisation prévue (de 1 à 5 ans).

La dotation annuelle aux amortissements des immobilisations incorporelles est comptabilisée dans le poste « *Dotations aux amortissements* » de L'Etat du Résultat Global.

Le Groupe a pour habitude de comptabiliser directement les coûts de recherche et développement éventuels en charges. Le Groupe n'a, en effet, pas d'effectif exclusivement dédié à la recherche et au développement. Seule l'activité d'éditeur, mineure dans le Groupe, nécessite de tels investissements humains. Les éventuelles dépenses de recherche et développement sont comptabilisées en charges au 31 décembre 2016.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition diminué des amortissements cumulés et des éventuelles pertes de valeur. L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations :

Installations générales et agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 5 ans
Mobilier et matériels divers	2 à 5 ans
Matériel de transport	2 à 5 ans

Les frais de réparation et de maintenance sont comptabilisés en charges à la réalisation de ces prestations. Quand des immobilisations sont cédées ou mises hors service, le gain ou la perte est comptabilisé en résultat opérationnel.

Tests de valorisation des immobilisations

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « *dépréciation d'actifs* », la valeur des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'il existe des facteurs internes ou externes montrant que l'un de ces actifs a perdu de la valeur. Lorsque de tels facteurs existent, le Groupe calcule la valeur recouvrable de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient. La valeur recouvrable est déterminée comme étant la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité. La valeur d'utilité de l'actif, ou de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient, si l'actif ne génère pas d'entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs, est établie selon la méthode des flux futurs de trésorerie actualisés. Si la valeur ainsi évaluée se révèle inférieure à la valeur nette comptable, le Groupe comptabilise une dépréciation égale à la différence entre la valeur nette comptable du bien et sa valeur recouvrable.

Actifs financiers

Les actifs financiers comprennent les immobilisations financières, les actifs courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances et la trésorerie.

Les immobilisations financières comprennent :

- des titres détenus jusqu'à l'échéance,
- des versements de dépôts,
- des versements à des organismes collecteurs au titre des prêts « aides à la construction ».

Le Groupe ne détient pas d'actifs financiers comptabilisés à la juste valeur en contrepartie du résultat, ni d'actifs disponibles à la vente.

L'ensemble des actifs financiers détenus est donc comptabilisé au coût amorti.

Conformément à la norme IAS 32, un actif financier est décomptabilisé uniquement dans le cas où le Groupe a transféré les flux de trésorerie de cet actif et perd le contrôle de l'actif ou transfère l'essentiel des risques et avantages liés à cet actif.

Les actifs décomptabilisés correspondent aux créances clients des entités du groupe cédées dans le cadre d'un contrat d'affacturage.

Créances clients et comptes rattachés

Les créances commerciales sont enregistrées pour leur montant nominal. Des provisions pour dépréciation sont comptabilisées lorsqu'il existe des éléments objectifs indiquant que le Groupe ne sera pas en mesure de recouvrer ces créances. Les créances irrécouvrables sont constatées en perte lorsqu'elles sont identifiées comme telles.

Autres actifs courants

Les autres actifs courants correspondent aux autres actifs devant être réalisés, consommés ou cédés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Actions propres

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément à la norme IAS 19 « *Avantages du personnel* », une provision couvrant l'intégralité des engagements de retraites et prestations assimilées est comptabilisée au passif du bilan. Il n'existe pas d'autres avantages postérieurs à l'emploi que ceux concernant les engagements de retraite.

Les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées avec salaires de fin de carrière. Cette méthode considère que chaque

période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations et évalue chacune de ces unités séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent les hypothèses suivantes :

- une date de retraite fixée à soixante-cinq ans (départ volontaire),
- un taux d'actualisation financière,
- un taux d'inflation,
- un taux de rotation du personnel,
- un taux de charges sociales,
- un taux annuel de progression des salaires.

Ces évaluations sont effectuées à chaque date de clôture des comptes annuels.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements. Ces écarts sont reconnus en résultat.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour mettre fin à l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées, ce qui n'est pas le cas au 31 décembre 2016.

Autres passifs courants

Les autres passifs courants correspondent aux autres passifs devant être réglés ou négociés dans le cadre du cycle normal d'exploitation ou dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Instruments de capitaux propres

Un instrument de capitaux propres est un instrument qui donne droit à un intérêt résiduel dans les actifs nets de l'entreprise, après déduction de toutes ses dettes.

Conformément à la norme IAS 32, « *Instruments financiers : informations à fournir et présentation* », pour les instruments financiers comportant plusieurs composants dont certains ont des caractéristiques de dettes et d'autres de capitaux propres, ces derniers sont comptabilisés séparément les uns des autres. Ainsi, un même instrument peut être présenté pour partie en tant qu'élément des capitaux propres et, pour partie, en tant que dette. L'emprunt en obligations convertibles en actions correspond à cette définition.

Impôts

La charge d'impôt incluse dans la détermination du résultat net de l'exercice est égale au montant total des impôts courants et des impôts différés.

Des impôts différés sont constatés, en utilisant la méthode du report variable, pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre les valeurs comptables des actifs et des passifs figurant au bilan consolidé et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé,

sur la base des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture. Les actifs d'impôts différés sont constatés lorsqu'il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de tout ou partie de ces actifs d'impôt différé.

L'impôt exigible et différé est directement comptabilisé dans les capitaux propres si l'impôt concerne des éléments qui ont été comptabilisés directement dans les capitaux propres. Les actifs et passifs d'impôt différé sont compensés s'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible, et que ces impôts différés concernent la même entité imposable et la même autorité fiscale.

Résultat par action

Le Groupe calcule un résultat net par action de base et dilué, soit respectivement sans prise en compte et avec prise en compte de l'effet dilutif des options de souscription d'actions, obligations convertibles. Le résultat net par action de base est calculé en divisant le résultat net de la période par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de la période. Le résultat net par action dilué est calculé en divisant le résultat net de la période par la moyenne pondérée du nombre de titres en circulation. Les titres sont composés des actions et des titres potentiels. Les titres potentiels correspondent aux options de souscription d'actions, obligations convertibles dont le prix d'exercice est inférieur à la moyenne du cours de bourse sur la période et sont pris en compte comme s'ils avaient été exercés.

BILAN - ACTIF

Note 3 – GOODWILL

Valeurs brutes	01/01/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2016
Goodwill UTI GROUP	15 541			15 541
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
	18 619	-	-	18 619

Dépréciations	01/01/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2016
Goodwill UTI GROUP	-6 232			-6 232
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-860			-860
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-7 669	0	-	-7 669

Valeur nette	10 950	0	-	10 950
---------------------	---------------	----------	----------	---------------

Valeurs brutes	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	31/12/2015
Goodwill UTI GROUP	15 541			15 541
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	1 860			1 860
Goodwill UTIgroup. Est	1 218			1 218
	18 619	-	-	18 619

Dépréciations	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	31/12/2015
Goodwill UTI GROUP	-6 232			-6 232
Goodwill UTIgroup. Rhône-Alpes	-860			-860
Goodwill UTIgroup. Est	-577			-577
	-7 669	0	-	-7 669

Valeur nette	10 950	0	-	10 950
---------------------	---------------	----------	----------	---------------

Le Groupe présente une information sectorielle par zone géographique correspondant au niveau principal de suivi de l'activité du Groupe par le management.

Le groupe effectue des tests de valeur de ses 3 UGT au moins une fois chaque année et plus s'il apparaît des indices de pertes de valeur.

La méthode d'évaluation retenue pour la détermination de la juste valeur de ses UGT est celle de l'actualisation des cash flow générés par l'activité sur les années futures (horizon retenu de 5 ans + projection de la valeur terminale à l'infini)

Le taux de croissance à long terme utilisé pour projeter à l'infini les flux de trésorerie de la dernière année estimée est fixé à 2% pour l'ensemble des UGT comme en 2015.

Le taux d'actualisation retenu en 2016 s'élève à 7,9 %, contre 8,3 % fin 2015.

Les prévisions d'activité sont basées sur les budgets d'exploitation arrêtés par le principal décideur opérationnel M. Aumard (PDG) pour l'exercice 2016.

Compte tenu des hypothèses retenues, la réalisation de ces tests au titre de 2016 n'a pas conduit à la modification de l'évaluation des UGT.

Il a été établi des tests de sensibilité portant sur les paramètres de calcul suivants :

Sensibilité à une combinaison de variations raisonnables d'hypothèses

- taux d'actualisation / taux de croissance à l'infini

	-0,5%	TAUX D'ACTUALISATION	+ 0,5%
-0,5%	260	(1 040)	(2 150)
TAUX DE CROISSANCE A L'INFINI	1 520	0	(1 280)
+ 0,5%	3 030	1 230	(260)

- taux d'actualisation / taux de marge

	-0,5%	TAUX D'ACTUALISATION	+ 0,5%
-0,5%	1 400	(100)	(1 370)
TAUX DE MARGE	1 520	0	(1 280)
+ 0,5%	1 620	100	(1 190)

Les montants négatifs n'ont pas pour conséquence un complément de dotation.

Note 4 – IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles nettes sont constituées des éléments suivants:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2016
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	583	10		593
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-577	-12		-589
Valeur nette	6	-2	0	4

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	31/12/2015
Valeur brute				
Autres immobilisations incorporelles	567	16		583
Amortissements				
Autres immobilisations incorporelles	-565	-12		-577
Valeur nette	2	4	0	6

Il n'existe pas d'engagements contractuels en vue de l'acquisition d'immobilisations incorporelles.

Note 5 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont constituées des éléments suivants :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2016
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	1 118	74	4	1 188
	1 118	74	4	1 188
Amortissements				
Matériel et outillage	0			0
Autres immobilisations corporelles	-1 027	-39		-1 066
	-1 027	-39	0	-1 066
Valeur nette	91	35	4	122

IMMOBILISATIONS CORPORELLES	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	31/12/2015
Valeur brute				
Matériel et outillage	-			-
Autres immobilisations corporelles	1 051	110	43	1 118
	1 051	110	43	1 118
Amortissements				
Matériel et outillage	0			0
Autres immobilisations corporelles	-992	-35		-1 027
	-992	-35	0	-1 027
Valeur nette	59	75	43	91

Au cours des exercices clos les 31 décembre 2016 et 2015, aucune perte de valeur n'a été comptabilisée sur les immobilisations corporelles. Par ailleurs, au cours de ces mêmes exercices, il n'y a pas eu de financement d'équipement par des contrats de location financement significatifs.

Note 6 – ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2016
Valeur brute				
Participations non consolidées	2	0		2
Prêts au personnel et autres	500	49	9	540
Dépôts et cautionnements	94	0		95
	596	50	9	637
Provisions				
Participations non consolidées	0			0
Valeur nette	596	50	9	637

IMMOBILISATIONS FINANCIERES	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	31/12/2015
Valeur brute				
Participations non consolidées	0	1	0	2
Prêts au personnel et autres	459	54	12	500
Dépôts et cautionnements	92	4	2	94
	551	59	14	596
Provisions				
Participations non consolidées	0			0
Valeur nette	551	59	14	596

Les prêts accordés aux organismes collecteurs de la participation à l'effort construction ont été actualisés compte tenu de leur durée (20 ans).

La valeur actualisée des prêts s'élève ainsi à 537 K au 31 décembre 2016 contre 496K au 31 décembre 2015.

La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 7 – CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

Les créances clients et les autres actifs courants sont constitués des éléments suivants :

Créances clients

	31/12/2016	31/12/2015
Créances clients	1 223	1 176
Dépréciations créances douteuses	-120	-127
Comptes de régularisation rattachés		
Total	1 102	1 049

Autres créances

	31/12/2016	31/12/2015
Personnel et comptes rattachés		
Créances sur organismes sociaux	161	460
Créances sur l'Etat - impôts et taxes	212	0
Créances sur l'Etat - TVA	415	433
Autres créances d'exploitation	573	411
Comptes de régularisation	193	212
Total	1 554	1 516

Les autres créances d'exploitation correspondent principalement au dépôt de garantie auprès de la société d'affacturage.

Echéancier des créances

	31/12/2016	2017	2018	Années ultérieures
Créances clients (BRUT)	1 223	1 223		
Autres créances	1 554	1 554		
TOTAL	2 777	2 777	-	-

	31/12/2015	2016	2017	Années ultérieures
Créances clients (BRUT)	1 176	1 176		
Autres créances	1 516	1 516		
TOTAL	2 692	2 692	-	-

La valeur nette comptable des créances figurant au bilan reflète la valeur de marché. Le montant des créances clients cédées et garanties par le factor s'élève à 4 899 K au 31 décembre 2016 contre 4 992 K au 31 décembre 2015

Note 8 – TRESORERIE, EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Le solde présenté au bilan comprend les liquidités en comptes courants bancaires.

Tableau des Flux de Trésorerie consolidé :

La définition de la Trésorerie retenue pour ce tableau correspond au montant figurant en Trésorerie et équivalent de Trésorerie diminué des découverts bancaires et créances d'affacturage non garanties :

	31/12/2016	31/12/2015
Disponibilités	448	891
Découverts bancaires	-206	-56
Créances d'affacturage non garanties	-267	-379
TOTAL trésorerie nette	-24	456
VARIATION DE TRESORERIE		-480

BILAN - PASSIF

Note 9 – CAPITAL ET PRIMES LIEES AU CAPITAL

Capital

Le capital au 31 décembre 2016 est de 1 731 747 €, divisé en 8 658 736 actions d'une valeur nominale de 0,20 € chacune. Il est entièrement libéré. Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire. Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	01/01/2016	Variation		31/12/2016
		Augmentation	Réduction	
Actions	8 658 736			8 658 736
Nombre de titres	8 658 736	0	0	8 658 736
Nominal	0,20			0,20
Capital en euro	1 731 747	0	0	1 731 747

Détail des Primes

Les différents éléments constituant les réserves consolidées de l'exercice sont les suivants :

DETAIL DES PRIMES	31/12/2016	31/12/2015
Primes de conversion	2 296	2 296
Prime de conversion BSA	341	341
TOTAL	2 637	2 637

Actions propres

Dans le cadre des autorisations données par les Assemblées Générales Ordinaires, des actions de la société UTIGroup. S.A. ont été rachetées par le Groupe. Ces titres d'autocontrôle sont, d'une part, des actions acquises dans le cadre d'un programme de rachat à objectifs multiples et, d'autre part, des actions acquises par la voie d'un contrat de liquidité permettant une régularisation du cours de bourse.

La part du capital social détenue a évolué de la façon suivante :

TITRES DE PARTICIPATIONS (en nombre d'actions)	31/12/2016	31/12/2015
Détentions à l'ouverture	571 051	443 683
Achats d'actions	46 348	127 368
Ventes d'actions	590 586	-
Détention à la clôture	26 813	571 051
CONTRAT DE LIQUIDITE (en nombre d'actions)	31/12/2016	31/12/2015
Détentions à l'ouverture	3 464	1 164
Achats d'actions		
Contrat de liquidité (ODDO depuis le 15/6/2016)	145 056	7 222
Ventes d'actions	127 388	4 922
Détention à la clôture	21 132	3 464
Détention totale à la clôture	47 945	574 515
Pourcentage détenu en autocontrôle	0,6%	6,6%

Dividendes

Des dividendes peuvent être distribués par prélèvement sur les réserves en conformité avec les dispositions de la Loi et les Statuts de la Société. UTIGroup. S.A. n'a pas distribué de dividende au titre des 3 derniers exercices. Le report à nouveau et les primes (fusion, émission, apport) dans les comptes sociaux d'UTIGroup S.A. s'élèvent à 3 246 K au 31 décembre 2016 avant affectation du résultat de l'exercice.

Détail des actions et droits de vote

Conformément à l'article 18 des statuts, toutes les actions inscrites depuis deux ans au moins au nom d'un même actionnaire bénéficient d'un droit de vote double.

	31/12/2016	31/12/2015
Nombre total d'actions	8 658 736	8 658 736
Nombre total de droits de vote	13 487 330	12 963 480

Note 10 – PROVISIONS

	01/01/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2016
Provision pour litiges prud'homaux	518	25	163	380
Provision pour litiges commerciaux	-			-
Provision pour risques et charges divers	1 307	20	176	1 151
Total provisions pour risques et charges	1 825	45	340	1 531
Provision pour engagements sociaux	394	55		449
Total provisions au passif	2 219	100	340	1 980

	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	31/12/2015
Provision pour litiges prud'homaux	388	160	30	518
Provision pour litiges commerciaux	-			-
Provision pour risques et charges divers	2 242		934	1 307
Total provisions pour risques et charges	2 630	160	964	1 825
Provision pour engagements sociaux	366	28		394
Total provisions au passif	2 995	188	964	2 219

En 2011, la société UTI Group a fait l'objet d'une vérification de comptabilité portant sur les exercices 2008 et 2009. La proposition de rectification du service des impôts reçue en juillet 2011 a été contestée par la société.

Fin décembre 2014, l'administration fiscale a rejeté le recours amiable de la société et mis en recouvrement les droits et pénalités de retard pour un montant de 1,3 M. La société UTI Group a contesté une partie de ces redressements et a, par ailleurs obtenu un échéancier de règlement début 2015 pour une durée de 24 mois. Cet échéancier a été parfaitement respecté et le principal a été réglé en totalité fin 2016.

De plus, fin 2016, concernant les amendes encourues de 2,3 M La société UTI Group a engagé une réclamation contentieuse auprès des tribunaux.

Un contrôle URSSAF est en cours depuis le 1^{er} septembre 2016.

Les reprises de provisions non utilisées concernent les litiges suivants :

	31/12/2016	31/12/2015
Provision pour litiges prud'homaux	100	16
Provision pour litiges commerciaux	-	-
Total des reprises non utilisées	100	16

Note 11 – DETTES FINANCIERES

Détail des emprunts et dettes financières courants et non courants

DETTE FINANCIERE	31/12/2016	31/12/2015
Emprunt obligataire convertible	267	257
Part des emprunts à plus d'un an	-	-
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	267	257
Part des emprunts à moins d'un an	-	-
Part des dettes financières à moins d'un an	820	816
Total des dettes financières à court terme	820	816

DETTE FINANCIERE	31/12/2015	31/12/2014
Emprunt obligataire convertible	257	247
Part des emprunts à plus d'un an	-	-
Part des dettes financières à plus d'un an	-	-
Total des dettes financières à long terme	257	247
Part des emprunts à moins d'un an	-	-
Part des dettes financières à moins d'un an	816	1 058
Total des dettes financières à court terme	816	1 058

Echéancier des dettes financières

Dettes financières à long terme	31/12/2016	2017	2018	2019	2020
Emprunt obligataire convertible	266				266
Emprunts auprès des établissements de crédit	0				0
Total	266	-	-	-	266

Dettes financières à long terme	31/12/2015	2016	2017	2018	2020
Emprunt obligataire convertible	257				257
Emprunts auprès des établissements de crédit	0				0
Total	257	-	-	-	257

La valeur comptable des emprunts au 31/12/2016 reflète leur juste valeur.

Caractéristiques de l'emprunt obligataire

Le 12 juillet 2000, le Groupe a émis 875 350 obligations convertibles en actions ordinaires pour un montant nominal de 18 645 K , portant intérêt au taux annuel de 3% et assorties d'une prime de remboursement à l'échéance de 3,14 . Les frais d'émission se sont élevés à 1 162 K .

Ce contrat a été modifié par l'Assemblée Générale des porteurs de ces obligations du 28 avril 2003 et entériné par l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires du 16 mai 2003. Les nouvelles caractéristiques du contrat dénommé « *UTIGROUP. 0.1% 2020* » sont les suivantes :

- la durée de l'emprunt est de 19 ans et 160 jours, soit une échéance le 1^{er} janvier 2020, pour un amortissement en totalité à l'échéance,
- le taux nominal des intérêts annuels est fixé à 0.10%,
- versement d'une soulte en numéraire de 2,5 aux obligataires pour chaque conversion d'une obligation.

Le ratio de conversion a été fixé comme suit :

- en cas de conversion jusqu'au 31 mars 2008 inclus : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP. et quatre bons de souscription d'action devant être exercés avant le 1^{er} avril 2008,
- en cas de conversion entre le 1^{er} avril 2008 et la date d'échéance de l'emprunt : pour une obligation convertie, attribution d'une action nouvelle d'UTIGROUP.

Il ne reste plus de bon de souscription d'action en circulation au 31 décembre 2016.

Au 31 décembre 2016, il restait en circulation 14 108 obligations. La composante capitaux propres correspondante a été évaluée à 2 K . La composante dette de l'emprunt obligataire restant en passif financier a fait l'objet d'une actualisation compte tenu des modifications des caractéristiques de l'emprunt initial. Les hypothèses retenues pour le calcul de la valeur

actualisée de la composante dette de l'emprunt obligataire au 31 décembre 2016 sont les suivantes :

Durée	du 01/01/2017 au 01/01/2020	3
Taux d'actualisation		4,00%
Nombre d'OCA		14 108
Nominal		21,30
EO		300 500

La valeur actualisée de l'emprunt obligataire s'élève ainsi à 266 K au 31 décembre 2016 contre 257 K au 31 décembre 2015. La variation de l'exercice est comptabilisée dans l'Etat du Résultat Global par le biais du poste « *Autres produits et charges financiers* ».

Note 12 – AUTRES PASSIFS COURANTS ET DETTES FOURNISSEURS

Dettes fournisseurs

	31/12/2016	31/12/2015
Dettes fournisseurs	2 196	2 291
Total	2 196	2 291

Les dettes fournisseurs sont constituées de frais de sous-traitance et de frais généraux.

Autres passifs courants

AUTRES PASSIFS COURANTS	31/12/2016	31/12/2015
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	3 942	4 564
Dettes sur acquisitions de titres	-	-
Comptes courants	1 212	1 574
Dettes diverses d'exploitation	558	480
Total des autres dettes à court terme	5 713	6 617

AUTRES PASSIFS COURANTS	31/12/2015	31/12/2014
Dettes fiscales et sociales	-	-
Total des autres dettes à long terme	-	-
Dettes fiscales et sociales	4 564	4 871
Dettes sur acquisitions de titres	-	-
Comptes courants	1 574	1 614
Dettes diverses d'exploitation	480	266
Total des autres dettes à court terme	6 617	6 751

Monsieur Christian AUMARD, Président Directeur Général, a mis à disposition de la société UTIGroup. des fonds apportés en compte courant dont la valeur est de 999 K au 31 décembre 2016 contre 1 364 K au 31 décembre 2015. Par ailleurs, Madame Christine QUENNET a, pour sa part, mis à disposition de la société UTIGroup. un compte courant de 212 K au 31 décembre 2016 contre 208 K au 31 décembre 2015.

Note 13 - INFORMATION SECTORIELLE

En application de la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les indicateurs sectoriels de performance, en concordance avec les données internes de gestion utilisées par la Direction, sont présentés ci-dessous.

Eléments du résultat sectoriel (inclus les retraitements d'élimination des transactions intra-Groupe)

	31/12/2016	UTigroup	UTigroup Est	UTigroup Luxembourg	UTigroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	28 697	24 225	2 380	0	2 092
Résultat opérationnel courant	1 382	1 086	468	-10	-161
Résultat opérationnel	1 558	1 262	468	-10	-161
Résultat global	709	608	332	-10	-220

	31/12/2015	UTigroup	UTigroup Est	UTigroup Luxembourg	UTigroup Rhône Alpes
Chiffre d'affaires net	28 690	24 239	2 270	0	2 181
Résultat opérationnel courant	923	540	518	-5	-131
Résultat opérationnel	923	540	518	-5	-131
Résultat global	368	178	384	-5	-188

Actifs et passifs sectoriels

Les actifs sectoriels se définissent selon la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », comme étant la somme des immobilisations corporelles et incorporelles (incluant le goodwill) et des actifs courants. Les actifs financiers et autres actifs non courants ne sont pas pris en compte dans le calcul des actifs sectoriels.

ACTIFS	31/12/2016	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	11 959	11 735	59	-	164
Actifs courants	3 105	2 499	370	1	235
TOTAL	15 063	14 234	429	1	399

PASSIFS	31/12/2016	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	2 246	2 204	5	-	37
Passifs courants	8 728	7 818	405	5	501
TOTAL	10 975	10 021	410	5	538

ACTIFS	31/12/2015	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Actifs non courants	11 747	11 536	54	-	156
Actifs courants	3 456	2 243	634	3	576
TOTAL	15 203	13 780	689	3	732

PASSIFS	31/12/2015	UTIgroup	UTIgroup Est	UTIgroup Luxembourg	UTIgroup Rhône Alpes
Passifs non courants	2 476	2 446	3	-	27
Passifs courants	9 725	8 560	534	4	627
TOTAL	12 201	11 006	537	4	654

Informations relatives aux principaux clients

Le risque «client» est largement réparti sur 124 groupes de clients actifs recensés dans l'année 2016, le premier groupe client du Groupe représente 17 % de l'activité, les dix premiers représentent pour leur part 60 % de l'activité et enfin les vingt premiers totalisent 73 % de l'activité.

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Note 14 – ETAT DU RESULTAT GLOBAL

Chiffre d'affaires

	31/12/2016			31/12/2015		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
UTIgroup	24 214	11	24 225	24 228	11	24 239
UTIgroup Est	2 380	-	2 380	2 270	-	2 270
UTIgroup Luxembourg						
UTIgroup Rhône-Alpes	2 092	-	2 092	2 181	-	2 181
TOTAL	28 686	11	28 697	28 679	11	28 690

Frais de personnel

Les frais de personnel des entités du Groupe se ventilent comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
UTI Group	12 883	13 434
UTI Group Rhône Alpes	1 708	1 742
UTI Group Est	1 635	1 556
TOTAL	16 226	16 732

Dotations nettes aux amortissements et aux provisions

	31/12/2016	31/12/2015
Immobilisations incorporelles	-12	-12
Immobilisations corporelles	-39	-35
Dépréciation / reprise sur actif circulant	7	-50
Provision pour risques et charges	118	-130
	75	-228

Autres charges et produits opérationnels courants

Les éléments constitutifs des produits et des charges d'exploitation sont :

	31/12/2016	31/12/2015
Autres produits d'exploitation	0	4
Produits de cession d'immobilisations	0	0
Autres charges d'exploitation	-106	-20
Valeurs nettes des immobilisations cédées	20	0
Autres produits et charges opérationnels courants	-86	-16

Autres charges et produits opérationnels

Les autres produits et charges opérationnels sont ceux dont la réalisation n'est pas liée à l'exploitation normale du Groupe.

	31/12/2016	31/12/2015
<u>Autres produits non courants</u>		
Produits non courant	176	43
<u>Autres charges non courantes</u>		
Charges non courantes	0	-43
TOTAL	176	0

Coût de l'endettement financier brut

	31/12/2016	31/12/2015
Intérêts sur emprunts	0	0
Autres charges financières	-84	-106
TOTAL	-84	-106

Autres charges et produits financiers

	31/12/2016	31/12/2015
Actualisation de l'emprunt obligataire	-10	10
Actualisation des prêts et engagement de retraite	-35	-1
Charges financières	0	0
Provision charges financières	0	0
Autres produits financiers	1	-21
Autres produits et charges financiers	-44	-12

Note 15 - AVANTAGES AU PERSONNEL

Régimes à prestations définies

La législation française prévoit également le versement aux salariés en une seule fois d'une indemnité de départ en retraite déterminée en fonction du nombre d'années de service et de la rémunération du salarié au moment du départ. Les droits sont uniquement acquis par les salariés présents dans l'entreprise à l'âge de la retraite. La méthode retenue pour le calcul des engagements est la méthode des unités de crédits projetées conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel ».

	01/01/2016	Augmentations	Diminutions	31/12/2016
UTI Group S.A.	364	43		406
UTI Group Rhône-Alpes	27	10		37
UTI Group Est	3	3		5
Total des engagements	394	55	-	449

	01/01/2015	Augmentations	Diminutions	31/12/2015
UTI Group S.A.	341	22		364
UTI Group Rhône-Alpes	22	5		27
UTI Group Est	2	1		3
Total des engagements	366	28	-	394

La variation nette de l'exercice est enregistrée dans l'Etat du Résultat Global dans le poste en charges de personnel et en charges financières pour la partie actualisation.

	2 016	2 015
Total des engagements au 01/01	394	366
Coût des services rendus dans l'année	35	32
Charge d'intérêt	30	8
Prestations versées	-41	-40
Impacts liés au changement d'hypothèses actuarielles	28	-2
Ecart d'expérience	4	30
Total des engagements au 31/12	449[¶]	394

Les taux utilisés pour l'évaluation des engagements de retraite sont les suivants :

	31/12/2016	31/12/2015
Age de retraite considéré (départ volontaire)	65	65
Taux d'actualisation des dettes à long terme	1,50%	1,93%
Taux de rotation jusqu'à 49 ans	20,00%	20,00%
Taux de rotation de 50 ans à 54 ans	15,00%	15,00%
Taux de rotation de 55 ans et plus	10,00%	10,00%
Taux annuel de progression des salaires	2,00%	2,00%
Taux de charges sociales (départs volontaires)	48,00%	48,00%
Table de mortalité Hommes	THV02	THV02
Table de mortalité Femmes	TFV02	TFV02

Les hypothèses de mortalité et de rotation du personnel tiennent compte des conditions économiques propres au pays.

Note 16 – IMPOTS

Evolution des postes de bilan

Impôts Différés Actifs (K)	Provisions pour retraites	Autres provisions	Déficits reportables	Différences temporaires	Autres	Total
Au 31 décembre 2014	122	0	0	10	-6	126
Variations de périmètre						
Effet des variations de change						
Montant comptabilisé en résultat net	10		0	-10	-23	-23
Montant comptabilisé directement en capitaux propres						
Au 31 décembre 2015	132	0	0	0	-29	103
Variations de périmètre						
Effet des variations de change						
Montant comptabilisé en résultat net	18		0	0	124	142
Montant comptabilisé directement en capitaux propres						
Au 31 décembre 2016	150	0	0	0	95	245

Charge d'impôt sur les résultats

	31/12/2016	31/12/2015
Impôts courants		
Impôts sur les bénéfices	-586	-131
CVAE	-276	-285
Impôts différés		
Impôts différés de la période	142	-22
	-720	-438

Nota : les montants négatifs figurant au tableau ci-dessus correspondent à des charges d'impôts. Corrélativement, les montants positifs correspondent à des produits d'impôts.

Impôts courants

La charge d'impôts courants est égale aux montants d'impôts sur les bénéfices dus aux administrations fiscales au titre de l'exercice, en fonction des règles et des taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

A compter du 1^{er} janvier 2003, la société UTIGroup. S.A. s'est constituée seule redevable de l'impôt sur les sociétés, dû par le Groupe formé par elle-même et ses filiales françaises contrôlées au moins à 95%, au titre du régime d'intégration fiscale de droit commun prévu à l'article 223 A du Code Général des Impôts. Cette convention d'intégration fiscale a été renouvelée le 1^{er} janvier 2014 pour une durée expirant le 31 décembre 2017.

Impôts différés

La charge d'impôts différés est déterminée selon la méthode comptable précisée en note 2. Le taux de base de l'impôt sur les sociétés en France est de 33,33%.

Preuve d'impôts

Le rapprochement entre le produit d'impôt comptabilisé au 31 décembre 2016 dans le résultat comptable consolidé et le produit d'impôt théorique calculée en appliquant au résultat consolidé avant impôts le taux d'impôt applicable à l'entreprise consolidante peut être établi comme suit :

	31/12/2016	31/12/2015
Résultat consolidé avant impôt	1 429	806
Déficits activés		
Taux d'IS applicable	33,33%	33,33%
Charge d'impôts théorique	-476	-269
Charge d'impôts réelle	-720	-438
Ecart	244	169
Charges définitivement non déductibles	300	56
Produits définitivement non imposables	-156	-94
Impact net des retraitements de consolidation	-86	18
Impact CVAE	185	190
Total	244	170

Note 17 – RESULTAT NET PAR ACTION

Le résultat net par action est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice. Le nombre moyen d'actions en circulation est calculé sur la base des différentes évolutions du capital social corrigées des détentions par le Groupe de ses propres actions.

	31/12/2016	31/12/2015
Nombre moyen d'actions de 0,20 euro en circulation	8 658 736	8 658 736
Actions détenues en propre par le Groupe	47 945	574 515
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 610 791	8 084 221
Résultat net	709	368
Résultat net par action	0,08	0,05

Le montant à prendre en compte pour déterminer ce résultat par action de base est le résultat net de l'exercice.

Résultat par action dilué

Le résultat net par action dilué est calculé sur la base du nombre moyen pondéré d'actions en circulation dans le courant de l'exercice augmenté des titres donnant accès au capital. Les options de souscription dont le prix d'exercice est supérieur à la moyenne annuelle du cours de bourse ne sont pas retenues dans le calcul du résultat dilué par action.

Un instrument financier convertible n'est dilutif que si, et seulement si, sa conversion réduit le résultat par action des activités ordinaires continuées.

L'effet dilutif est le suivant sur le nombre d'actions :

	31/12/2016	31/12/2015
Nombre moyen d'actions avant titres dilutifs	8 610 791	8 084 221
Effet dilutif des stocks options	72 727	21 052
Nombre moyen d'actions après titres dilutifs	8 683 518	8 105 273
Résultat net	709	368
Résultat net par action	0,08	0,05

L'assemblée générale extraordinaire du 03/11/2015a décidé la mise en place d'un plan de souscription d'actions auprès de salariés non mandataires sociaux.

Le conseil d'administration du 03/11/2015 a fixé les modalités d'attribution et le prix d'émission suivant :

- Nombre d'actions offertes : 400 000 actions
- Prix d'émission : 0,54
- Délai de levée des options de souscription : 5 ans, à compter du 03/12/2016 soit le 02/11/2020.

En application de la norme IFRS 2, le plan de stock option attribué le 03/11/2015 a été valorisé selon la méthode Black and Scholes à 113 K ; dont 96 K au titre de l'exercice 2016 et 17 au titre de l'exercice 2015.

Note 18 - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Engagements hors bilan

Pour les opérations courantes, le Groupe est engagé à la clôture de l'exercice 2016 pour les montants suivants :

	31/12/2016		31/12/2015	
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup.				
Effets escomptés non échus	-	-	-	-
Baux immobiliers (1)	2 157	-	2 516	-
Baux mobiliers et crédit-baux	214	-	273	-
Nantissement des titres d'UTI GROUP EST au profit du Trésor Public	0	-	1 455	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	2 371	-	4 244	-
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup. Rhône Alpes				
Baux immobiliers	356	-	408	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	356	-	408	-
	Engagements donnés	Engagements reçus	Engagements donnés	Engagements reçus
UTIgroup. Est				
Baux mobiliers et crédit-baux	-	-	-	-
Baux immobiliers	92	-	100	-
TOTAL DES ENGAGEMENTS	92	-	100	-

(1) : Nouveau Bail immobilier à compter du 1^{er} janvier 2014 et engagement évalué sur 9 ans soit jusqu'au 31/12/2023. Possibilité de délivrer congé par acte extra judiciaire au terme de la deuxième période triennale soit le 31/12/2019, avec le respect d'un préavis de 6 mois.

Contrats de location

Les contrats de location sont tous des contrats de location simple et des locations avec option d'achat comprennent principalement du matériel de bureau et des véhicules mis à disposition du personnel.

Le montant total des paiements minimaux futurs à effectuer se décompose comme suit au 31 décembre 2016.

Montant total restant à verser au 31/12/2016 (en k)	214
- Dont part à moins d'un an	120
- Dont part à plus d'un an et à moins de 5 ans	94
- Dont part à plus de 5 ans	0

Le montant des charges au 31 décembre 2016 s'élève à 233 K .

Autres engagements

A la connaissance du Groupe, il n'y a pas d'autre engagement hors bilan significatif au 31 décembre 2016.

Note 19 – EFFECTIF MOYEN ET CICE

	<u>31/12/2016</u>	<u>31/12/2015</u>
Charges de personnel (*)	11 200	11 423
Charges sociales afférentes	5 026	5 309
	<u>16 226</u>	<u>16 732</u>
Effectif moyen	255	267
CICE (Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi)	291	283

(*) : composé de salaires fixes et variables, y compris participation des salariés.

Au cours de l'exercice, le CICE a permis de maintenir l'emploi dans un contexte économique tendu

INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES

Note 20 – EXPOSITION AUX RISQUES FINANCIERS

Risque de taux d'intérêt

Le Groupe ne détient pas d'actifs significatifs portant intérêt; aussi, son résultat et sa trésorerie opérationnelle sont-ils largement indépendants des fluctuations des taux d'intérêt. Le risque de taux d'intérêt auquel le Groupe est exposé provient des emprunts à long terme et moyen terme. La dette du Groupe est essentiellement à taux fixe.

Risque de liquidité sur la dette financière et covenants

Le risque de liquidité est géré par la mise en place de sources de financement diversifiées.

Risque du marché actions

Le Groupe ne détient pas de titres de sociétés cotées autres que les actions d'autocontrôle (au 31 décembre 2016, 47 945 actions) qui sont déduites des capitaux propres. Il n'est donc pas exposé au risque de fluctuation des prix des marchés actions.

Exposition au risque de change

UTIGROUP n'est pas exposé au risque de change.

Le groupe ne détient pas de passif ou d'actif en devise.

De ce fait, le Groupe ne se couvre pas du risque de change.

Note 21 – SOCIETE MERE

La société mère LAW INFORMATIQUE détient 56,8 % du capital et 71,4 % des droits de vote. Elle ne consolide pas les comptes avec UTI GROUP au 31/12/2016.

Note 22 – INFORMATION SUR LES PARTIES LIEES

Rémunération et avantages des organes de direction et d'administration du Groupe

	31/12/2016	31/12/2015
Des organes d'administration	59	59
Des organes de direction	0	0
Des organes de surveillance	0	0
TOTAL	59	59

Au 31 décembre 2016 Ces montants incluent les avantages en nature. Il n'existe pas d'autres avantages ou modalités de rémunérations.

Au 31 décembre 2016 et 2015, les dirigeants et les administrateurs n'ont perçu aucune avance et/ou crédit.

Au 31 décembre 2016 et 2015, les administrateurs du Groupe ne bénéficient pas d'option de souscription et d'achat d'actions.

Transactions avec les parties liées

Les transactions entre la société mère et ses filiales ainsi que celles entre les filiales sont éliminées lors de la consolidation.

Les transactions et soldes entre les entités du Groupe et les sociétés associées sont susceptibles de concerner les sociétés ou personnes suivantes :

- Société LAW INFORMATIQUE :
 - o convention d'animation du Groupe pour la gestion de l'animation de l'ensemble des entités du groupe 517 K au 31/12/2016 contre 514 K au 31/12/2015.
 - o Les soldes clients sont de 232 K au 31/12/2016 contre 186 K au 31/12/2015.
- Christian AUMARD : avance en compte courant 999 K

Monsieur Christian Aumard a procédé au rachat des 590.586 actions propres détenues par la société UTI Group sur elle-même, avec un paiement par son compte courant. Cette opération a notamment eu pour conséquence une augmentation des réserves consolidés de 290 K

Note 23 – HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En euro (HT) :	Saint Honoré - B K & associés				IGREC			
	Montants		%		Montants		%	
	2016	2015	2016	2015	2016	2015	2016	2015
Audit								
Commissariat aux comptes, certification examen des comptes individuels et consolidés - Société mère	73 576	73 000	100%	100%	74 000	73 500	75%	75%
Commissariat aux comptes, certification examen des comptes individuels et consolidés - Filiales					25 040	25 040	25%	25%
Missions accessoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Sous Total	73 576	73 000	100%		99 040	98 540	100%	100%
Autres prestations								
Juridique, fiscal, social	0	0			0	0	0	0
Audit informatique	0	0			0	0	0	0
Audit interne	0	0			0	0	0	0
Autres prestations	0	0			0	0	0	0
Sous Total	0	0			0	0	0	0
TOTAL	73 576	73 000	100%	100%	99 040	98 540	100%	100%

Note 24 – EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant